

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

UNE VIE APRÈS LA DIPLOMATIE (1/5) Après avoir représenté la France à travers la planète, les ambassadeurs gardent souvent des postes d'influence. Aujourd'hui, un diplomate devenu banquier

François Bujon de l'Estang, les cercles de l'influence

Mercredi, François Bujon de l'Estang sera à l'Élysée pour écouter le discours de Nicolas Sarkozy à la conférence des ambassadeurs, qui marque depuis une vingtaine d'années la rentrée diplomatique. Cela fait pourtant plus de huit ans qu'il a abandonné la carrière. Mais pour avoir représenté la France à Washington, de 1995 à 2002, ce diplomate de haut rang a accédé à la dignité d'ambassadeur de France. Ce titre honorifique lui permet de continuer à assister à de telles rencontres officielles.

François Bujon de l'Estang s'y rend par plaisir mais il y trouvera son intérêt. Depuis qu'il a quitté l'ambassade à Washington, il travaille pour Citigroup, l'une des principales institutions financières américaines. Jusqu'au 31 décembre de l'an dernier, il a été président non exécutif de la filiale française et membre du conseil consultatif international. Aujourd'hui, il y garde une activité de conseil. Points communs à ces deux versants de sa carrière : un intérêt passionné pour la vie internationale et un goût pour la médiation, l'explication.

« Le diplomate est investi de l'intérêt général de son pays, explique cet habitué des tribunes de conférence. Représentant d'un gouvernement, porte-parole de son pays, conseil auprès de ses autorités de tutelle, l'ambassadeur effectue un vrai service public. Mais il n'a pas la liberté de ses propos. Il est astreint au devoir de réserve. Il s'interroge sur son influence dans la machine gouvernementale. Il a parfois l'impression de s'adresser à un grand trou noir. L'homme d'affaires, lui, a un horizon rétréci mais des objectifs concrets



François Bujon de l'Estang travaille désormais pour Citigroup, l'une des principales institutions financières américaines.

et des résultats palpables. En gros, il y a les affaires qui se font, et celles qui ne se font pas. »

Depuis qu'il est chez Citigroup, François Bujon de l'Estang a eu l'occasion de s'empoigner avec Thierry Breton, alors ministre de l'économie, lorsque sa banque participait à l'OPA hostile du géant sidérurgiste Mittal contre Arcelor. Il a aussi discrètement fait appel à l'ambassadeur de France à Canberra lorsqu'un de ses clients français a cherché - avec succès - à acquérir

une société en Australie. Lors de la crise ivoirienne, il a pu profiter des analyses les plus pointues faites à l'Élysée ou au Quai d'Orsay, le siège du ministère des affaires étrangères, lorsque Citigroup devait décider de la conduite à suivre pour ses 150 salariés à Abidjan.

Lui a-t-on reproché, un jour, d'être un « agent des Américains » ? « Je m'attendais à entendre beaucoup plus ce type de réflexion, constate-t-il. J'ai été agréablement surpris. De toute façon, les clients de Citigroup France sont des entreprises françaises. Je jouerais le même rôle si j'étais à la BNP. »

Pour l'ancien ambassadeur, ce travail dans l'univers de la banque se sera révélé « très amusant ». « Un mariage heureux » qui ne l'empêche pas de mener d'autres activités. L'une de conseil, pour son propre compte. D'autres, d'influence. Membre du comité d'honneur de la *Revue des deux mondes*, il y tient une chronique diplomatique au rythme de trois ou quatre articles par an. Il a été pendant huit ans au conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales (Ifri), où il siège à présent au conseil scientifique. Il est membre de la Commission trilatérale et de la French-American Foundation, deux organismes qui favorisent les échanges entre hommes d'affaires, politiciens, décideurs et « intellectuels » des pays développés.

« L'ambassadeur effectue un vrai service public. »

À la croisée de tous ces cercles, François Bujon de l'Estang reste un optimiste sur l'avenir de son métier. Ancien assistant du général de Gaulle à l'Élysée, il se souvient que le fondateur de la V^e République n'avait pas même un téléphone sur son bureau, tandis qu'aujourd'hui Nicolas Sarkozy appelle en les tutoyant Angela Merkel ou Barack Obama. « Il y a aujourd'hui de très nombreux acteurs dans les relations internationales, convient-il, et bien des questions se règlent directement au sommet. Mais c'est le diplomate qui dispose de la permanence dans son action. Lui seul peut faire la synthèse. »

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

DEMAIN
Yves Aubin de La Messuzière, ancien ambassadeur au Tchad, en Tunisie et en Italie.



LE BILLET

ALAIN RÉMOND

Alors, ça a été ?

C'est devenu un rituel, dans les restaurants. À la fin du repas, le serveur vous demande : « Alors, ça a été ? » Même si ça n'a pas vraiment été, on préfère se montrer poli et gentil. Et on répond, quasi mécaniquement : « Oui oui, ça a été. » Supposons maintenant qu'en cette fin août on nous demande : « Alors, cet été, ça a été ? » Eh bien parlons-en, justement, de cet été. Parce que la vérité oblige à dire que ça n'a pas été du tout. Il a été pourri, l'été, voilà ce qu'il a été. Et je ne parle pas seulement de la météo. Chaque jour ou presque : une nouvelle catastrophe. Et encore : il est loin d'être fini, cet été pourri. Jusqu'au 22 septembre, il a le temps de battre tous les records de l'été le plus nul de l'Histoire. Le pire, c'est qu'on ne sait même pas à qui se plaindre, à qui envoyer une lettre de réclamation. Et pourtant, on sera bien triste quand il sera fini. Quand il aura été. Parce que, même pourri, l'été reste l'été. C'est-à-dire la saison du bonheur, des amis, des plaisirs. Telle est la condition humaine : non seulement l'été a été nul, mais il a été bien trop court...

UNE IDÉE POUR AGIR

Améliorer la connaissance des arrêts cardiaques

En partenariat avec



Un professeur de médecine et un spécialiste de l'ingénierie de la santé ont mis au point le premier registre national des arrêts cardiaques.

Chaque année, les arrêts cardiaques provoquent 50 000 décès en France. Et malgré le déploiement des défibrillateurs, le taux de survie est très faible, autour de 3 %. Pour y remédier, Hervé Hubert, spécialiste de l'ingénierie de la santé à l'université Lille 2, et Pierre-Yves Gueugniaud, professeur de médecine à l'université Lyon 1, ont créé le premier registre électronique des arrêts cardiaques (Réac). Associé à un site Internet (www.registreac.org), il doit devenir à terme la banque française de données épidémiologiques sur le sujet.

« L'idée est que les professionnels des Samu (services d'aide médicale urgente) et des Smur (structures mobiles d'urgence et de réanimation) recensent sur ce site chacune de leurs interventions, explique Hervé Hubert. Ils indiquent le profil du patient, ses antécédents, la prise en charge dont il a bénéficié et son état de santé trente jours après l'arrêt cardiaque, tout en conservant son anonymat. » Lancé dans les régions Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais et Île-de-France cet été, le registre devrait être généralisé d'ici à la fin de l'année 2011.

« L'analyse de ces données permettra de connaître nos pratiques et de faire des recommandations pour les améliorer, souligne le professeur lillois. Au-delà, il s'agit de doter la France d'une série épidémiologique de grande ampleur sur ces accidents cardiovasculaires, comparable à celle du Japon, précurseur en la matière. » Le projet, qui bénéficie du soutien des sociétés savantes, de la Fondation Cœur et artères, du fonds européen Feder, des collectivités locales et du ministère de la santé, proposera également une information à destination du grand public.

ESTELLE MAUSSION

CONTACT 03.28.16.92.08

ou clemence.dubois@fondacoer.com

Le 18 décembre 2000, il organise une rencontre Chirac-Bush

Lorsque Jacques Chirac, président de la République, entreprend une visite d'adieu à son homologue américain Bill Clinton, dont le second mandat s'achève, il souhaite profiter de son rapide séjour à Washington pour rencontrer aussi le président élu, George W. Bush. Celui-ci n'étant pas encore en fonction, ce ne peut être qu'un entretien officieux et discret. Ambassadeur aux États-Unis, François Bujon de l'Estang fait alors jouer ses contacts personnels. Il avait déjà rencontré George W. Bush, lorsque celui-ci était gouverneur du Texas, et sa proche conseillère Condoleezza Rice. La rencontre de quarante-cinq minutes aura lieu à la résidence de l'ambassadeur. Jacques Chirac peut alors se targuer d'être le premier chef d'État à s'être entretenu avec le nouveau président. « C'était comme si j'avais sorti un lapin du chapeau », s'amuse l'ancien diplomate.